

Elio Di Rupo « Nous sommes en danger, dépassons les clivages politiques »

Jour d'union nationale ce jeudi à la Chambre. Le président du PS appuie et donne ici du contenu à la démarche exceptionnelle...

L'union nationale, quel sens a-t-elle ?

Elle est souhaitable, souhaitée, nous devons être unis, dépasser nos clivages politiques dans les circonstances que l'on connaît. Notre responsabilité commune, c'est de faire en sorte que les citoyens puissent continuer à vivre normalement, en leur offrant un maximum de garanties de sécurité. En ce sens, le Premier ministre gagnerait aussi à réunir les différents présidents de parti pour dégager un consensus maximum sur les réponses les plus adéquates à apporter dans la situation que nous connaissons. Je redis ici la disponibilité du PS pour mettre en place des solutions que je qualifie de fortes. Je salue au passage le travail de la police fédérale, locale, et du parquet fédéral.

A ce propos, certaines critiques ont filtré, certains voient de possibles défaillances dans leur action, et la Belgique « n'est pas à niveau » entend-on en France.

Ce sont des commentaires, et le Français qui a dit ça, c'est un ancien responsable des services de renseignement, un point de vue personnel ! J'ai opéré durant trois années à la tête du gouvernement, je peux vous dire que le parquet fédéral, les responsables de la police, ont fait de l'excellent travail, ils sont efficaces.

Et actuellement ?

Ils sont efficaces. Ce qu'il faut, c'est apporter des moyens financiers, je pense aussi aux besoins des communes. Nous serons du côté du gouvernement afin que tout cela ne pèse pas dans le budget.

Que voulez-vous dire ?

Que cet argent ne doit pas être comptabilisé dans le déficit

public. La France a décidé de mettre de côté les exigences budgétaires européennes : je prends l'argent nécessaire, j'avance. Je pense que l'on

peut faire cela chez nous et je soutiendrai le gouvernement s'il souhaite agir de cette façon. Dans cet effort, n'oublions

pas la prévention, et je souligne que le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles est le premier à avoir mis en œuvre un plan de prévention du radicalisme.

Si Charles Michel devait émettre un signal pour l'engagement militaire de la Belgique, vous le donneriez ?

Absolument. Il faut être aux côtés de la France. Nous ajoutons que l'action militaire ne suffira pas. Ne recommençons pas les erreurs de Bush en Af-

ghanistan et en Irak, celles de la coalition internationale en Libye : intervenir militairement et puis tout laisser en l'état. Il faut une approche globale, durable, qui programme la reconstruction, et aussi couper les financements de Daesh, qui a beaucoup, beaucoup d'argent.

Au fond, retenons que ces gens s'attaquent à notre mode de vie, et j'apprécie ce que disait François Hollande : ce n'est pas une guerre de civilisations puisqu'ils n'ont pas de civilisation, c'est un groupement de barbares. Ils visent notre manière de vivre libres, et Daesh veut juste instaurer, partout où c'est possible, un régime autoritaire et barbare.

Pour le reste, quels que soient son origine, son sexe, sa religion, notre modèle de société

impose à chacun de respecter les droits et les devoirs.

Il n'y a pas de droits sans devoirs. On ne peut pas prendre une partie de notre modèle de société et ne pas assumer le reste. Tout le monde doit respecter nos lois. Pensez encore au respect de l'égalité hommes-femmes, pour ne citer que cet exemple ; plus largement tout ce qui fait notre manière de vivre.

On a failli dériver en polémiques sur Molenbeek, sur la gestion Moureaux.

Je veux l'union des forces politiques, alors je dis juste ceci : quand on réussit une opération de lutte contre le terrorisme à Verviers, le gouvernement s'en réjouit, quand il y a un problème, on stigmatise Philippe Moureaux... Non, je rappelle que les services de renseignement, la police fédérale, la Sûreté de l'Etat, relèvent de l'autorité fédérale. Je reconnais qu'il y a des difficultés à Molenbeek, qui fait partie des dix communes particulièrement confrontées aux départs en Syrie, avec Anvers,

Vilvoorde, Malines, Schaerbeek, Verviers... Il y a eu un gros travail d'amélioration des quartiers à Molenbeek, mais ça ne suffit pas pour éradiquer les radicalismes, c'est un travail entre les autorités communales et fédérales.

Revenons à l'intervention militaire en Syrie : David Van Reybrouck dit que l'on reproduit la faute de Bush en

2003. Il n'est pas un cas isolé.

Les commentaires, tout le monde est libre, mais il faut réagir : 132 morts, tous ces blessés, c'est un acte de guerre auquel on répond par la guerre contre ceux qui ont revendiqué les attentats. Le montage mensonger de Bush et son équipe pour attaquer l'Irak - qui détenait des armes de destruction massive, affirmaient-ils - c'est une autre histoire. Nous la payons en

larmes de sang aujourd'hui. On ne peut pas mettre les événements sur le même pied.

En accroissant l'arsenal répressif, court-on le risque d'un glissement hors démocratie ?

Je ne le pense pas. Je pense que nous sommes en danger, qu'il ne faut pas généraliser les mesures prises à tout acte, crime et méfait commis dans la société. Elles concernent le terrorisme. A ne pas confondre avec la restriction des libertés. Mais il ne faut pas tourner autour du pot : nous sommes en danger, il faut être sans pitié par rapport aux terroristes.

La sécurité est le terrain de la droite, pas de la gauche.

Exact ?

Non. Pour la gauche, la sécurité est une préoccupation première. Demandez aux bourgmestres socialistes. Laurette Onkelinx a créé l'OCAM (Organe de coordination pour l'analyse de la menace), nous avons augmenté les budgets des services de renseignement sous la législature précédente... Notre rôle, c'est de garantir la sécurité des citoyens, à ne pas confondre, je l'ai dit, avec la restriction des libertés. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI

« Les moyens budgétaires voués à la lutte contre le terrorisme ne doivent pas être comptabilisés dans le déficit public »